



DÉLÉGATION SUISSE
près l'AELE et le GATT

9-11, rue de Varembe
1211 GENÈVE 20
Case postale 194
Tél. (022) 733 52 00

GENERALSEKRETARIAT EVD	
- 1. FEB. 1993	
GS	<input checked="" type="checkbox"/>
BAWI	<input checked="" type="checkbox"/>
BIGA	<input type="checkbox"/>
BLW	<input type="checkbox"/>
BVET	<input type="checkbox"/>
BFK	<input type="checkbox"/>
BWL	<input type="checkbox"/>
BWO	<input type="checkbox"/>
EGV	<input type="checkbox"/>
KK	<input type="checkbox"/>
KF	<input type="checkbox"/>
PU	<input type="checkbox"/>
Reg. Nr.	2540.1

le 28 janvier 1993

Note à l'Ambassadeur Girard

Copie:

- Secrétaire d'Etat Blankart
- Amb. Arioli
- Amb. Spinner
- Ministre Wasescha
- Service du Commerce mondial GATT
- Service économique et financier DFAE
- Mission suisse Bruxelles
- Ambassade de Suisse Washington
- Secrétariat C.F. Delamuraz

Entrevue de Sir Leon BRITTAN avec les Représentants permanents auprès du GATT des pays de l'OCDE

En sa capacité de nouveau responsable communautaire des négociations de l'Uruguay Round, Sir Leon BRITTAN a invité hier 27 janvier les Représentants permanents au GATT des pays membres de l'OCDE (plus la Hongrie). L'entrevue était destinée à *"familiarise himself with the Geneva negotiating process at first hand, to listen to the views of Geneva personalities on difficulties currently facing the Uruguay Round negotiations, and, above all, to confirm the Community's continuing commitment to an early and successful conclusion of the negotiations."*

La discussion a sans doute permis à Sir Leon de s'informer directement sur les vues - nécessairement assez générales - des pays non communautaires membres de l'OCDE quant à l'évolution du Round, ainsi que sur les principaux problèmes que ces derniers rencontrent encore dans la négociation.

Mais il me semble que, en fin de compte, son objectif premier était peut-être autre. Il s'agissait surtout d'un nouvel épisode du "Schwarzpeterspiel" dans lequel sont engagés aujourd'hui les Etats-Unis et la Communauté. Par sa présence à Genève et en ayant des entretiens avec tous les groupes de pays actifs au sein du Round (ASEAN, PVD, OCDE), Sir Leon voulait sans doute passer le message que l'actuelle suspension des négociations relève de la seule responsabilité des Etats-Unis et non de celle de la Communauté: le changement de Commission au 1er janvier 1993 n'affecte en rien la capacité politique de la Communauté à poursuivre et à achever la négociation. En répondant - ostensiblement sans notes - d'une manière qui se voulait aussi précise que possible aux interventions des participants sur les



divers aspects de la négociation, il tenait sans doute également à démontrer que le nouveau responsable politique de la négociation de la Communauté maîtrise d'ores et déjà l'ensemble du dossier.

Le Représentant des Etats-Unis (Ministre Stoler -l'Ambassadeur Yerxa étant à Washington) ne s'est pas trompé sur la finalité de l'opération. Tout en faisant preuve de la concision qu'impose la situation actuelle à Washington, il a souligné

- que Washington passe actuellement en revue ("revisit") tous les éléments de la négociation (ses objectifs, ses résultats provisoires, etc.);
- que le réalisme impose d'une part d'admettre qu'il y aura des changements au Draft Final Act, et d'autre part qu'il est peu vraisemblable que le nombre de ces changements sera plus réduit avec la nouvelle Administration qu'avec l'ancienne;
- mais surtout, qu'il fallait garder à l'esprit le fait que durant toute l'année passée, la Communauté s'est contentée de dire non à toutes les propositions faites par les Etats-Unis pour finalement obtenir en novembre tout ce qu'elle voulait.

* * *

Dans ses propos liminaires, Sir Leon a placé la discussion dans la perspective de ses prochains entretiens, les 11 et 12 février, avec son homologue américain, à Washington. Il a souligné le fait que la Communauté était engagée dans une négociation vraiment multilatérale pour parvenir à une conclusion très rapide et positive de l'Uruguay Round. Cette conclusion devrait apporter à l'économie mondiale ce dont elle a le plus besoin : la confiance. Il a souligné que deux éléments permettront sans doute de réaliser cet objectif:

- a) de bons résultats dans la négociation d'accès au marché,
- b) s'en tenir "*as closely as possible*" au Draft Final Act car, à trop s'en éloigner ("not depart too far", no radical changes"), on risquerait d'ouvrir la boîte de Pandore.

Pour l'essentiel, les interventions des Chefs de délégations (qui ont bien sûr tous - à l'exception des Etats-Unis - plaidé pour une conclusion rapide du Round et pour le nécessaire renforcement des règles qui en découleront) peuvent être résumées comme suit:

Le Japon a insisté sur la gravité du problème que lui pose la tarification généralisée en ce qui concerne le riz. Les partenaires du Japon feraient bien de ne pas, sur ce point, faire de "*miscalculation*". Pour le Japon - et pour ses partenaires -, il est essentiel d'éviter une situation où, sous la pression, Tokyo serait contraint de signer l'Acte final mais se verrait obligé, 18 mois plus tard, de se déclarer incapable de le mettre en oeuvre en raison du résultat politiquement inacceptable sur le problème de la tarification généralisée.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande (et la Hongrie dans une certaine mesure):

Refrain classique du Groupe de Cairns, notamment sur la tarification.

Les Nordiques se sont montrés sous un jour qui leur est aujourd'hui familier: plus communautaires que la Communauté. Ainsi, Sir Leon apprécia-t-il les paroles de soutien de l'Ambassadeur de Suède comme "a music to my ears". L'Ambassadeur de Norvège, quant à lui, a bien indiqué que son pays avait des problèmes avec la tarification généralisée mais pour ajouter aussitôt qu'il admettait qu'à un certain moment de la négociation, la pression sur cette question pourrait bien devenir "overwhelming"...

Le Canada a rappelé les "down payments" faits par son pays, qui a d'ores et déjà adopté certaines législations conformes aux résultats prévisibles du Round, par exemple en matière de propriété intellectuelle. La contre-partie se fait cependant attendre dans le Round, notamment de la part de la Communauté en matière d'accès au marché et dans le volet agricole. Ainsi, le Canada est-il aujourd'hui confronté à une offre d'accès pour les céréales de la part de la Communauté qui ne représente que 10% environ de ce que prévoit le Draft Final Act. Dans le domaine spécifiquement agricole, le Canada continue à ne pouvoir accepter la tarification généralisée, ainsi que le Blair House Agreement: ce dernier contient une "peace clause" inacceptable, et modifie fondamentalement les données du dossier agricole du Round en faisant de la Green Box un instrument temporaire et non plus permanent.

Pour ma part, j'ai relevé le fait que, à notre satisfaction, nous nous trouvions à nouveau depuis la fin de l'année dernière dans une phase de négociation/discussion pluri/multilatérale qui a permis d'identifier clairement des problèmes restant à régler. A notre sens, si les différents problèmes sur la table sont importants - voire essentiels pour certains pays pris individuellement - aucun d'entre eux n'a une importance telle qu'il pourrait remettre en cause l'équilibre du paquet. J'ai ensuite brièvement analysé les perspectives de la négociation (problèmes solubles si l'on rejette la vision "intégriste" de la négociation et si l'on maintient le multilatéralisme) et j'ai rappelé nos principaux problèmes: agriculture (tarification, clause de sauvegarde, clause de continuation, caractère temporaire de la "Green Box" prévu dans le Blair House Agreement), MTO dans sa forme actuelle (notamment introduction de facteurs d'incertitude graves dans la mise en oeuvre des résultats de l'Uruguay Round et dans la substance du GATT actuel).

* * *

La réaction de Sir Leon aux propos des Ambassadeurs a été assez contrastée, et n'a pas toujours correspondu aux premières informations dont on disposait sur son attitude fondamentale:

- très ferme à l'égard de l'Ambassadeur du Japon quant à son problème de "deliverability" en matière de tarification, il a tenu des propos apaisants sur le même thème en réponse à l'Ambassadeur de Norvège (qui n'en demandait visiblement pas tant);
- alors que l'on disait le nouveau Commissaire nettement opposé à toute modification du Draft Final Act, ses propos sur cette question (cf. le début de cette note) peuvent difficilement être interprétés comme voulant limiter les modifications au seul Blair House Agreement;

- 4 -

- propos apaisants également sur la MTO: des accommodements devront être trouvés pour tenir compte des difficultés causées par le texte actuel, de telle sorte que le principe d'une organisation puisse être sauvegardé;
- refus de remettre en cause le changement de caractère de la "Green Box" introduit dans le Blair House Agreement: une telle modification doit être acceptée dans le cadre d'une "*broad approach*" de la négociation ...

Souci d'urbanité ? Souci de ne pas tenir des propos trop définitifs avant de disposer de tous les éléments d'appréciation de la situation ? Sans doute un peu des deux.

En tout état de cause, nous avons eu l'impression que le vrai Sir Leon ne s'était guère révélé au cours de cet entretien ...

LE CHEF DE LA DELEGATION



William Rossier